

Les pages de l'étudiant

Discours prononcé à l'occasion de la rentrée académique - septembre 2007

J. Brauner

En cette occasion, je vous propose d'établir le mécanisme physio-génético-pathologique de notre institution. Soulignons à ce propos que nous fêterons bientôt les 175 ans de notre Université ainsi que les 40 ans de la découverte d'une nouvelle mutation d'un gène inconnu jusqu'alors, appelé MA168, et ayant octroyé un avantage sélectif à notre *Alma Mater* : la participation étudiante.

Nous avons pu voir l'encéphalogramme de notre institution, d'ordinaire plat (surtout à Erasme), adopter un rythme frénétique suite à la fièvre de valeurs et les spasmes du portefeuille de notre Université.

Ainsi, la mise en place d'un chantier "valeurs" s'apparente à une sorte de confession : l'U.L.B. a-t-elle en effet constaté qu'elle ne respectait plus ses valeurs, pour que nos autorités académiques nous incitent de la sorte à la remise en question ?

L'affaire dites des "3 points" a secoué notre Université jusque dans sa moelle démocratique. A cette occasion, il est apparu clairement qu'une rupture de dialogue entre autorités et étudiants mène implacablement à la crise de foi dans nos structures.

Il s'en est suivi "l'affaire Ramadan", véritable feuilleton médiatique dont les réponses stériles et puériles par médias interposés ont permis au quotidien *Le Soir* de devenir durant quelques semaines le journal d'entreprise de notre Université. Cette décision n'est qu'une autre manifestation du manque de confiance entre autorités et communauté universitaire. En effet, le GLEM des "Sages" a craint que les membres de notre Université ne subissent une sorte de "lobotomie" qui les pousse à embrasser les opinions de M. Ramadan. Ce faisant, les autorités ont annoncé la mort cérébrale de notre institution, puisque selon elles, il ne se trouve nul membre de cette communauté qui puisse s'avérer, en débat, l'égal de l'obscurantiste islamologue.

J'ai ainsi dressé une liste de symptômes et signes. A présent, il nous faut nous poser la question suivante : quelle démarche diagnostique pourrions-nous mettre en place pour résoudre les problèmes et quels traitements empiriques administrerons-nous ?

De nombreux *check-up* le confirment, année après année, la Belgique est en bonne place pour décrocher la palme d'or des inégalités à la sortie du secondaire. De fait, les disparités entre écoles sont, en

Communauté française, tout à fait criantes. La responsabilité des politiques est ici pleine et entière. A quand un ou une Ministre qui prenne enfin le temps d'ausculter l'enseignement secondaire, afin de proposer un traitement multidisciplinaire ? Repenser la structure, la répartition des moyens, favoriser les contacts entre les institutions du secondaire et du supérieur, autant de pistes qu'il serait urgent d'explorer.

S'il est légitime de s'interroger sur la piètre qualité de l'enseignement secondaire, il est évident qu'il existe d'autres causes au taux d'échec "record" dans les deux premières années du *bachelor*. Afin de remédier à cette situation, nous préconisons que la promotion de la réussite et l'amélioration de la qualité de l'enseignement deviennent réellement des objectifs premiers de notre *Alma Mater*. Si notre Recteur, avec l'aide d'un Vice-Recteur, a mis au point des initiatives intéressantes à cet égard, trop souvent les termes "innovation" et "pédagogie" engendrent convulsions et poussées de fièvre chez certains individus issus du personnel enseignant.

Il est pourtant clair qu'un traitement de fond est nécessaire afin de garantir que l'Université remplisse son rôle crucial de formation de citoyens critiques, acteurs de la démocratie de demain.

Afin qu'elle puisse jouer ce rôle, nous devons nous battre pour que chacun puisse entamer une formation universitaire dans les meilleures conditions possibles. Nous ne voulons donc pas de ces Universités américaines aux coûts d'admission prohibitifs et aux examens d'entrée hyper-sélectifs. Ainsi, nous refusons l'instauration d'un concours d'entrée en médecine, mais j'y reviendrai plus tard.

Depuis cette année, l'Université a connu une petite révolution : sa politique sociale a bénéficié d'un sérieux *lifting*. Le mode d'octroi de nos aides sociales a été remodelé en profondeur puisque aujourd'hui, l'Université n'exige plus des étudiants les moins favorisés qu'ils travaillent pour financer leurs études - plus exactement, les revenus du job étudiant sont désormais immunisés pour le Service social.

Le Conseil d'Administration a développé un "plan stratégique" visant à améliorer la dramatique condition des étudiants émergeant aux CPAS.

La Commission des Affaires sociales étudiantes vient d'adopter une motion décrivant d'une manière

exhaustive les nécessaires refontes du système des allocations d'études afin d'en garantir l'efficacité. Et en la matière, je puis vous assurer que le législateur ne peut se contenter d'homéopathie !

Nous venons d'aborder quelques questions sociales. Mais quels autres facteurs environnementaux pouvons-nous mettre en évidence qui expliquent l'état grippal - ou devrais-je dire " grippé " ? - de notre *Alma Mater* ?

Nous pouvons clairement identifier un terrible mégalovirus : les " *rankings* " ou, en Français, classements d'Universités.

Qu'est-ce qui nous permet d'établir un algorithme de connaissance entre Universités, si tant est qu'on peut la quantifier ? La logique gestionnaire actuelle veut que toute entreprise désireuse d'améliorer son rendement et sa productivité doit se comparer aux entreprises du même domaine qui " performant " mieux. On appelle cela le *benchmarking*. En se comparant les uns aux autres, nous en arrivons à nier les caractères spécifiques de nos enseignements, ainsi que leurs contextes. L'Europe sera ce magnifique espace normalisé où l'originalité sera condamnée. C'est le paradoxe de cette Europe que l'on voudrait de l'innovation...

Autre infection qui semble chaque année gagner du terrain : lorsqu'il y a trois ans, elle n'avait atteint que notre premier cycle, elle vient maintenant de se répandre dans notre second cycle, désormais qualifié de *master*. Il s'agit de la fièvre méditerranéenne, dite " processus de décomposition de Bologne ". Ce processus vise avant tout autre objectif à créer une compétitivité importante entre les Universités européennes, soi-disant dans le but de tirer ces universités vers le haut. Cependant, la logique compétitive permet surtout de confortablement comparer les établissements au moyen de critères dont la non-pertinence n'a d'égal que la force déployée pour les imposer.

Puisqu'il semble aujourd'hui que comparaison soit raison, procédons à l'étude comparative des Universités anglaises. Nous sommes obligés de nous rendre à l'évidence : les Universités privées anglaises (dont certaines projettent de devenir des sociétés commerciales) vivent confortablement, loin de tout tracas bassement matériel. Par contre, les Universités publiques sont soit contraintes de se regrouper pour former des *fast-foods* du savoir, et à ce sujet, le monde médical émet de vives réserves quant au caractère diététique d'une telle alimentation, soit contraintes d'aller " *du lit à la fenêtre, puis du lit au fauteuil, et puis, du lit au lit* ".

NON !

Il s'agit avant tout de choix politiques que nous sommes prêts à vous aider à porter.

C'est un choix politique de construire un enseignement supérieur en harmonie avec la réalité sociale.

C'est un choix politique de faire en sorte que la politique transcende l'économie.

C'est enfin un choix politique de se résigner...

La résignation a une conséquence : par elle, les ténèbres vainquent les Sciences. A titre d'illustration, je me contenterai d'un exemple, à savoir la résurgence du créationnisme aux Etats-Unis. Cette résurgence, je l'expliquerai comme suit : les Universités d'élite américaine qui - je vous le rappelle - figurent dans le top 10 des *rankings* d'Universités, à force de s'isoler, ont perdu toute influence vis-à-vis de la Cité...

En guise de mesure préventive des plus efficace, je vous invite à visiter ce musée du créationnisme récemment inauguré à Cincinnati où les maquettes de dinosaures et de l'*Homo sapiens sapiens* se côtoient. Vous pourrez de la sorte mesurer toute la bêtise d'une société qui a euthanasié ses Universités.

J'aimerais, avant de conclure, parler d'un autre mal qui, s'il ne provoquera que quelques lésions de l'intellect de notre société, pourrait s'avérer très coûteux en nombre de vies humaines. Et pourtant, nous ne pourrions pas prétendre ne pas avoir été prévenus : depuis 10 ans, les étudiants alertent le public quant aux conséquences néfastes de cette forme particulière de nécrose.

Il y a 10 ans, en effet, le stress provoqué par les syndicats médicaux et les politiques a généré une nouvelle mutation appelée " *numerus clausus* " qui, depuis, a dégénéré en cancer, contaminant toutes les Universités belges. A l'heure actuelle, tout le secteur de soins hospitaliers et de médecine générale crie à la pénurie. L'industrie et la recherche ont rejoint les efforts ainsi entrepris en vue d'établir un programme de chimiothérapie pour éradiquer ce fléau.

Ceux qui ont mis en place ce système luttent aujourd'hui contre ce qu'ils ont instauré. J'aimerais pouvoir en rire, mais les conséquences d'une pénurie détruit le comique de la chose.

A titre d'exemple, on assiste à une surcharge de travail pour les candidats spécialistes, menant à un grand nombre de *burn-out* dont certains ont trouvé, cette année encore, une issue fatale. Mais peut-être que ces vieux barbons qui voudraient nous faire croire encore à la pléthore de médecins considèrent-ils qu'il ne s'agit là que de " dommages collatéraux ". La seule solution acceptable à cette situation, la seule cure qui viendra réellement à bout de ce cancer, c'est la destruction pure et simple du système de contingentement des professions médicales. Tout autre *ersatz* de solution sera inmanquablement synonyme de préjudice social.

En conclusion de mon diagnostic, je tiens à vous informer que si nous n'obtenons pas rapidement un réel refinancement de l'enseignement universitaire, nous serons obligés d'arrêter les machines d'un

système comateux.

Pourtant, notre Université a ceci d'unique [outre que, comme vous le constaterez, la Ministre Marie-Dominique Simonet ne daigne pas se rendre à notre séance de rentrée académique, préférant sans doute à la voix de la Raison, les Voies impénétrables du Seigneur], qu'elle est la seule Université de la Communauté française à faire du Libre Examen son principe fondateur. Le Libre Examen, ce n'est pas un label de contrôle qualité. Le Libre Examen n'est pas plus la recherche d'une vérité unique, d'une vérité

révélée, non susceptible de discussion et d'évolution. Le Libre Examen implique que nos pratiques scientifiques aient pour objet la recherche de vérités plurielles découlant de la raison.

Nous exigeons de l'Université qu'elle retrouve ses valeurs humanistes et démocratiques. Nous attendons d'elle qu'elle affirme son utopie, ce pari fou qui est à l'origine de sa fondation. De la sorte, nous pourrions presque atteindre l'idéal d'une Université Libre de Bruxelles. Le diable étant dans le " presque ".